

Le Conseil National de la Mer et des Littoraux

Premier acteur pour une concertation du local au national pour la protection et la valorisation de la mer et des littoraux

L'ensemble des missions officielles du Conseil national de la mer et des littoraux doivent lui permettre d'assurer un rôle central pour la gouvernance de la mer et des littoraux et toutes les problématiques qui y sont associées. Il doit être le point de convergence pour échanger et mettre en valeur l'expression des comités et conseils sectoriels et thématiques.

Sa composition, telle qu'elle est prévue par les textes, a été conçue avec l'objectif de débats qui croisent les enjeux des différentes parties prenantes. Tous les acteurs y sont représentés, de façon institutionnelle, ce qui permet une continuité au-delà des personnes qui les représentent. Le lien avec le niveau des façades et les bassins maritimes ultramarins est assuré, notamment, du fait de la désignation d'élus qui siègent au Conseil national de la mer et des littoraux par les Conseils maritimes de façade et les Conseils maritimes de bassin ultramarin.

Sans échanges entre les catégories d'acteurs, sans débats contradictoires, les conditions ne sont pas réunies pour contribuer à l'élaboration d'une politique publique équilibrée. Ces questions de représentativité et de lien avec les territoires sont au cœur du débat de société qui agite le pays aujourd'hui. Il est vital, pour l'avenir économique du monde maritime, de parvenir à dépasser les clivages et les cloisonnements afin de porter en commun des propositions ambitieuses à la hauteur des nombreux enjeux : croissance bleue, transition écologique, attractivité des filières...

La question centrale pour la dynamique du Conseil national de la mer et des littoraux et la mobilisation de ses membres est celle du niveau d'importance que lui accordent le Premier ministre et le ministre en charge de la mer. Le Conseil doit être saisi et se saisir des enjeux à discuter qui soient de niveau national et européen et qui valorisent notamment ses qualités rappelées ci-dessus de croisement des intérêts et de lien avec les territoires. Les sujets à traiter doivent être structurants, stratégiques et donner matière à débattre, pour que le conseil donne la pleine mesure de son potentiel démocratique. Son programme de travail doit être effectivement fondé par les missions définies par la loi (Article 43 de la loi Littoral) et le décret 2015-1361 révisé au 12/10/2018. A titre d'exemple, des chantiers comme la réalisation d'un bilan-perspective du Grenelle de la mer 10 ans près, la définition d'une vision prospective pour la politique maritime intégrée européenne ainsi qu'une contribution à la préparation des CIMER pourraient être confiés au CNML. Le programme de travail doit ainsi être basé sur une commande politique qui définisse les thèmes et les destinataires des avis qui seront formulés.

Un des principaux handicaps du Conseil national de la mer et des littoraux est son absence de visibilité. Le bureau considère indispensable d'améliorer la communication interne et externe. Il convient de mieux distinguer les actions de l'administration de celles du conseil. Une meilleure individualisation des moyens des conseils pourrait y contribuer.

Une bonne mobilisation des membres suppose de disposer des moyens logistiques pour multiplier les occasions de rencontre et de communication (plus de réunions plénières, des réunions de bureau élargies, une diffusion d'information amplifiée, un réseau social dédié). Pour permettre cette montée

en puissance, un renforcement des moyens du secrétariat du CNML est nécessaire. En matière de communication externe, le Conseil national de la mer et des littoraux doit être référencé sur internet et ses avis et travaux doivent être rendus accessibles. Il doit être représenté dans les différentes manifestations de la vie publique en lien avec les thématiques qui sont les siennes : le bureau a une présidence et une vice-présidence qui doivent assurer cette représentation.

Cette dernière remarque s'applique également aux conseils maritimes de façade, dont les présidences de commissions permanentes devraient être appelées à remplir les mêmes fonctions de représentation, pour donner de la visibilité au Conseil dans le ressort de la façade.

Enfin, le Conseil national de la mer et des littoraux, eu égard à ses attributions, doit être moteur et venir à l'appui dans la préparation du Comité interministériel de la mer.